

PREFET DE LA SAVOIE

**Arrêté Préfectoral
portant mise en demeure**

Société SAVOIE PAN à TOURNON

Le préfet de la Savoie
Chevalier de la légion d'honneur,

Vu le code de l'environnement, titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L 514-1 ;

Vu le dossier de demande d'autorisation déposé par la société Savoie Pan le 15 janvier 1982, relatif à l'exploitation d'installations de stockage et de traitement de bois dans son établissement implanté en zone industrielle de Frontenex sur le territoire de la commune de Tournon ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 1982, autorisant la société Savoie Pan à exploiter une installation de stockage et de broyage de bois dans son établissement implanté en zone industrielle de Frontenex sur le territoire de la commune de Tournon ;

Vu le dossier de demande d'autorisation déposé par la société Savoie Pan le 2 novembre 2000, relatif à l'extension de son stockage de bois et à l'exploitation d'une installation de stockage et de broyage de déchets de bois au sein de son établissement de Tournon ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2002, autorisant la société Savoie Pan à étendre son stockage de bois et d'exploiter une installation de stockage et de broyage de déchets de bois au sein de son établissement de Tournon ;

Vu le rapport de visite de l'inspection des installations classées du 23 mai 2011, faisant suite à une inspection en du 10 mai 2011 ;

Considérant que les prescriptions des articles 1.3, 4.4.2, 4.7 et 4.10 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2002 précité ne sont pas respectées,

Considérant dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.514-1 du code de l'environnement précité ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

Article 1er :

La société Savoie Pan, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé en zone industrielle de Frontenex sur le territoire de la commune de Tournon, est mise en demeure, concernant son établissement de stockage et de broyage de bois et de déchets de bois implanté à la même adresse, de :

- déposer auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations avec copie à la DREAL, **au plus tard sous trois mois**, un dossier de mise à jour des conditions d'exploitation de son établissement de Tournon, en application de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2002. Ce dossier comprendra notamment :
 - une description des différentes activités de l'établissement ainsi qu'un plan sur lequel devront figurer les emplacements des installations, des stockages ainsi que des différents réseaux, dans la situation actuelle et le cas échéant, dans une configuration prévue court terme,
 - une justification du volume du bassin de rétention au regard des dispositions de l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2002 ainsi que les mesures prises afin de garantir en toutes circonstances la disponibilité du volume précité,
 - la description précise de l'exutoire des eaux issues du bassin de rétention. Si celui-ci était un puits perdu, ce qui serait contraire aux dispositions de l'article 4.6.2 de l'arrêté du 14 février 2002 interdisant le rejet en nappe, l'exploitant devrait joindre un échéancier de travaux visant raccorder l'émissaire de rejet au réseau pluvial de la zone industrielle,
 - l'évaluation des éventuels impacts ou risques non pris en compte dans le cadre du dossier de demande d'autorisation du 2 novembre 2000, notamment du fait des modifications des modalités d'exploitation intervenues depuis cette date ou prévues à court terme, accompagnée de dispositions visant à abaisser les impacts et les risques précités à un niveau acceptable.
- Faire application des dispositions des articles 4.7 et 4.10 de l'arrêté du 14 février 2002 relatifs à la surveillance des rejets liquides et des eaux souterraines et dans ce cadre :
 - transmettre **sous un délai de trois mois**, à l'inspection des installations classées, les résultats d'analyses d'effluents liquides et d'eaux souterraines dont les prélèvements devront être réalisés avant fin juin 2011,
 - réaliser la surveillance des rejets liquides objet de l'annexe 4 de l'arrêté précité **sous un délai de trois mois**,
 - transmettre **sous un délai de neuf mois**, à l'inspection des installations classées, les résultats de la campagne de mesure en continu de la conductivité, du pH et des métaux dans les rejets liquides, accompagnés de propositions de surveillance des ces paramètres, conformément aux dispositions de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2002.

Article 2

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Si à l'expiration des délais fixés les dispositions du présent arrêté n'ont pas été respectées, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement.

Article 3

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Il commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, Monsieur le Directeur de la cohésion sociale et de la protection des populations et Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de Tournon.

Chambéry, le 30 JUIN 2011

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

—
Cyrille LE VELY

